



HAL
open science

Armements, Conflits et guerres du début du XXI^e siècle

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Armements, Conflits et guerres du début du XXI^e siècle. Mondialisation économique 2014, Auchan, Jun 2014, Villeneuve d'Ascq, France. hal-03344256

HAL Id: hal-03344256

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03344256>

Submitted on 14 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Armements, Conflits et guerres du début du XXIe siècle

Jacques Fontanel

Auchan,
Responsables internationaux des sites dans le monde

Villeneuve d'Ascq, Juin 2014

Les capacités militaires des Etats ne constituent plus le principal facteur de la puissance sur la scène internationale. Les considérations économiques ont pris de l'importance, au même titre que la science de la communication destinée aux Etats et à l'opinion publique. L'arme économique est susceptible de remplacer les armes dans la volonté de puissance des Etats, en lien avec le « softpower ». Les productions d'armes ont changé de nature et les liens avec les technologies civiles se sont renforcés. Il n'empêche que le poids des armements joue un rôle souvent essentiel dans le domaine du développement des nouvelles technologies, notamment celles de l'information. Dans ces conditions, l'arme nucléaire et de destruction massive n'ont pas encore trouvé leur application dans les conflits infra-guerriers. En revanche, l'importance du terrorisme doit s'accroître, alors que pour les armées régulières la non-létalité est souvent retenue comme critère important de leur application.

The military capabilities of states are no longer the main factor of power on the international scene. Economic considerations have become more important, as has the science of communication aimed at States and public opinion. The economic weapon is likely to replace weapons in the will to power of States, in connection with "soft power". The nature of arms production has changed and the links with civilian technologies have been strengthened. Nevertheless, the weight of armaments often plays an essential role in the development of new technologies, especially information technologies. Under these conditions, nuclear weapons and weapons of mass destruction have not yet found their application in sub-war conflicts. On the other hand, the importance of terrorism must increase, while for regular armies non-lethality is often retained as an important criterion of their application.

Softpower, guerre, technologies militaires, armement, nucléaire, armes de destruction massive

Softpower, war, military technology, weaponry, nuclear, weapons of mass destruction

La période des conflits directs et frontaux, recourant à la puissance de feu et aux capacités militaires entre puissances industrielles est aujourd'hui révolue. **Cette évolution est d'autant plus affirmée que les difficultés démographiques et la sensibilité publique des pays occidentaux ne sont plus guère favorables à l'idée de conflit. Pour Edward Luttwak, le nouvel ordre international suppose que l'arme économique remplacera l'arme militaire comme instrument au service des États dans leur volonté de puissance et d'affirmation sur la scène internationale.**

À l'avenir, la crainte des conséquences économiques réglera les contentieux commerciaux, et sûrement plus les interventions politiques motivées par de puissantes raisons stratégiques. Et s'il faudra encore une menace extérieure pour assurer l'unité et la cohésion interne des nationaux et des pays, cette menace sera d'abord de nature économique ou, plus exactement, géoéconomique ».

Les objectifs de cette géoéconomie naissante ne relèvent plus, pour Edward Luttwak, de la conquête de territoires ou de l'influence diplomatique ; il s'agit « de maximiser l'emploi hautement qualifié dans les industries de pointe et les services à haute valeur ajoutée ». L'objectif central est de « conquérir ou de préserver une position enviée au sein de l'économie mondiale.

La France qui s'était beaucoup appuyée sur son secteur public et militaire dans le développement économique de l'après-guerre se trouve depuis en retard sur les pays qui ont moins investi dans leurs efforts de construction d'armements.

La production d'armes

Les dépenses militaires mondiales ont atteint 1 750 milliards de dollars en 2012, soit une baisse de 0,5 % depuis 2011, selon les chiffres publiés lundi par le think tank Sipri. La diminution globale des dépenses de défense est due aux réductions importantes des dépenses imposées par la crise. Les budgets ont ainsi baissé aux Etats-Unis, en Europe centrale et occidentale, en Australie, au Canada et au Japon.

C'est la première fois que ces dépenses reculent depuis 1998. La loi de contrôle budgétaire américaine exige des réductions dans les dépenses publiques projetées sur la période 2012-2021 pour un total de 2 100 milliards de dollars, dont près de la moitié de ces coupes (1 000 milliards de dollars) concerneront des dépenses militaires".

S'ajoutent à cet impératif budgétaire d'autres facteurs, comme "la fin des opérations militaires en Irak et le retrait en cours des forces armées américaines en Afghanistan, qui devraient logiquement se traduire par d'importantes réductions des dépenses militaires, étant donné que ces guerres ont contribué à la hausse importante (69 % en termes réels) des dépenses militaires américaines depuis le début de la guerre contre le terrorisme en 2001. Dans ce contexte, l'Europe occidentale dépense encore 286 milliards de dollars pour sa défense, mais elle a été dépassée en 2012 par l'Asie de l'Est, avec 302 milliards de dollars.

Cette baisse aura-t-elle des effets sur les capacités militaires opérationnelles de l'UE ? Il n'existe pas, de manière générale, de relation linéaire entre les dépenses et la capacité [de l'UE à agir]. Cette capacité dépendra aussi de la manière dont l'argent est utilisé." Au sein de l'Union européenne, des instruments comme "*la mise en commun et le partage de matériel militaire, ou le développement et la production en commun*" permettent par exemple de réduire les coûts sans diminuer fortement la capacité d'intervention. "*Les réductions actuelles des dépenses militaires sont susceptibles*

d'avoir un impact sur les capacités européennes dans les opérations militaires, mais pas d'une façon sérieuse, ni d'une manière qui aura des conséquences profondes pour la défense et la sécurité de l'Europe",. Une vision plutôt optimiste, alors que pour d'autres observateurs, les opérations lors de la guerre contre la Libye ont mis en lumière des lacunes en termes de matériel (drones, ravitaillement en vol, bombes de précision...), dues notamment à des budgets militaires en baisse.

A l'échelle mondiale, "les réductions des pays occidentaux ont été largement compensées par l'augmentation des dépenses en Asie, en Europe de l'Est, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et en Amérique latine", souligne le Sipri. La Chine, au deuxième rang des plus grands dépensiers en 2012, a augmenté ses dépenses de 7,8 % (11,5 milliards de dollars) pour atteindre en 2012 166 milliards de dollars. Le rythme est inférieur aux années précédentes, où il était à deux chiffres, mais il reste impressionnant étant donné le niveau déjà atteint par le budget de défense. Cependant, le niveau est stable, à 2 % du produit intérieur brut (PIB) depuis plusieurs années. C'est donc la très forte croissance chinoise qui explique l'augmentation en valeur absolue.

La Russie, en troisième position, a augmenté ses dépenses de 16 % (12,3 milliards de dollars) pour atteindre 90,6 milliards de dollars, passant de 4,1 % à 4,4 % du PIB. La Russie, qui dispose d'ores et déjà du troisième budget de la planète, entend en effet accroître ses dépenses de 44% au cours des trois prochaines années pour atteindre un montant de 98 milliards de dollars en 2016.. Outre la Russie, les dépenses de l'Ukraine ont sensiblement crû de 24 % à 4,87 milliards de dollars.

C'est une première depuis 2009. Les dépenses militaires de la planète vont repartir à la hausse cette année, avec une petite progression de 0,6%, à 1.547 milliards de dollars, selon une étude du cabinet de consultant IHS publiée ce mois. « La Russie, l'Asie et le Moyen-Orient seront le moteur de la croissance attendue cette année et de la reprise prévue à partir de 2016 », écrit Paul Burton, directeur chez IHS Janes's pour l'aéronautique, la défense et la sécurité. A l'horizon 2015, la Chine disposera d'un budget militaire

supérieur à ceux de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne réunis, à l'horizon 2015. L'an dernier, le gouvernement communiste a investi 139 milliards de dollars dans ce domaine, d'après IHS. Ces dernières années, cette montée en puissance s'est d'ailleurs traduite par un développement de l'industrie militaire chinoise, qui a enchaîné les percées technologiques, développant des drones de combat, deux avions furtifs, les J20 et J31, progressant dans les systèmes antimissiles ou dans les technologies permettant de faire décoller et atterrir des jets sur un porte-avion.

De quoi compenser la baisse des dépenses militaires attendue aux Etats-Unis et en Europe de l'ouest. Outre-atlantique, celles-ci devraient passer de 582 milliards en 2013 à 575 milliards en 2014 et 535 milliards en 2015. Depuis cinq ans, ces dépenses sont en recul continu du fait du retrait américain en Irak et en Afghanistan. Une baisse qui a poussé les géants américains de l'armement comme Boeing ou Lockheed Martin à développer leurs ventes à l'export, notamment au Moyen-Orient.

La part de l'économie mondiale relative aux armements est estimée actuellement à 2,2 %. Mais le poids réel de l'économie d'armement est bien plus important. Pour diverses raisons.

-Tout d'abord les trusts qui vivent essentiellement des commandes d'armes des Etats ont aussi d'autres activités civiles, lesquelles s'effondreraient sans le secteur militaire. L'exemple le plus connu est Boeing actuellement dans le rouge pour ce qui concerne l'aviation civile mais à qui les commandes d'armements du gouvernement américain sauvent la mise.

- Le poids des trusts de l'armement est ainsi bien plus grand que ce que recouvrent leurs seules ventes d'armes. Ensuite un grand nombre de secteurs ne seraient pas prospères sans l'aide de l'économie des armes : électronique, aviation, bateaux... etc.

- Enfin, la recherche serait bien moins aidée si les Etats ne subventionnaient pas massivement la recherche militaire.

« Les informations sur les ventes d'armes, même si elles ne sont pas classées « confidentiel défense » ne sont pas du domaine public, ne serait-ce qu'en raison du secret industriel, commercial et militaire et c'est un secret protégé avec l'aide de l'Etat. Les Etats et les compagnies sous-estiment volontairement leurs chiffres pour toutes sortes de raisons dont la principale est de sous-estimer leur part

militaire et cacher des ventes qui tomberaient sous le coup des traités de non-prolifération ».

Officiellement la plupart des pays n'ont pas d'industrie biologique et chimique et elle n'entre donc pas dans les statistiques. Mais ces armes existent bien sûr.

Le nucléaire, à quoi ça sert ?

Après la fin de la Guerre froide à la suite de la dissolution de l'URSS en 1991, le programme nucléaire militaire des États-Unis a été sévèrement réduit : arrêt des essais nucléaires, arrêt de conception et de fabrication d'armes nucléaires et réduction du stock d'armes nucléaires des États-Unis de moitié au milieu des années 1990. Plusieurs sites ont été fermés et sont soumis à des mesures de réhabilitation environnementale. Le gros de la recherche s'oriente vers la validation des armes nucléaires sans recourir à des explosions grandeur nature : le *Stockpile stewardship* (en) utilisant essentiellement la simulation informatique grâce au Advanced Simulation and Computing Program.

De plus en plus d'argent est remis à différents programmes destinés à limiter la prolifération de ces armes. Par exemple, de l'argent est remis à différents États qui faisaient partie de l'ex-URSS dans le but d'éliminer lesdites armes et la Russie reçoit de l'aide pour inventorier et sécuriser son arsenal nucléaire.

En date de 2006, dans le cadre du *Radiation Exposure Compensation Act*, plus de 1,2 milliards USD ont été remis à des citoyens américains exposés aux radiations provenant des armes. En date de 1998, au moins 759 millions USD ont été versés aux citoyens des îles Marshall pour les compenser à la suite d'essais nucléaires. Plus de 15 millions USD ont été versés au Japon pour l'exposition de ses citoyens aux retombées nucléaires de Castle Bravo en 1954 8 748 ogives ont été démantelées entre les années fiscales 1994 et 2009 et des milliers d'autres sont en attente de destruction après leur retrait (Lvhwak)

Pendant le mandat présidentiel de George W. Bush et surtout après les attentats du 11 septembre 2001, des grands journaux américains faisaient circuler des rumeurs comme quoi les États-Unis étudiaient une nouvelle classe d'armes nucléaires, les *bunker-busting nukes* (littéralement, des « briseurs nucléaires de bunker »), et envisageaient de recommencer à tester en grandeur nature des armes nucléaires dans le cadre du *Stockpile stewardship*. De plus, des systèmes de défense

antimissiles balistique ont reçu des fonds additionnels. Le gouvernement des États-Unis affirme au contraire depuis 2004 que l'arsenal a été réduit à environ 5 500 armes en 2012, à peu près la moitié de sa taille dans les années 1990.

En 2010, l'administration Obama déclare ré-augmenter les fonds consacrés au soutien du nucléaire militaire de l'ordre de 7 milliards de dollars par an. Au cours de la période 2010-2015, elle a l'intention d'augmenter le financement de ces activités de plus de 5 milliards de dollars afin de maintenir en condition le complexe industriel et scientifique et d'éliminer les installations trop vieilles datant parfois de la Seconde Guerre mondiale¹⁰.

Selon le magazine américain *The Atlantic Monthly*, au début du xxi siècle, les États-Unis dépensent annuellement environ 54 milliards US\$ par année pour maintenir en service leur arsenal nucléaire. De plus, pendant les années 2010, l'administration Obama a promis d'augmenter cette somme de 2 milliards par année pour de nouvelles installations de fabrication d'armes et de rajouter 12 milliards par année pour créer une nouvelle génération d'armes nucléaires (missiles, sous-marins et bombardiers), ce qui donne au total un budget d'environ 700 milliards sur 10 ans. Pour quoi ? Quelle stratégie ?

Les armes de destruction massive

La prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, tels que les missiles balistiques, constitue une menace croissante pour la paix et la sécurité au niveau international. Si les régimes prévus par les traités internationaux et les mécanismes de contrôle des exportations ont ralenti la prolifération des ADM et de leurs vecteurs, un certain nombre d'États ont cherché ou cherchent à développer de telles armes. Le risque de voir des terroristes acquérir des matériels chimiques, biologiques, radiologiques ou fissiles et leurs vecteurs ajoute une nouvelle dimension critique à cette menace

Comme le laisse clairement entendre la stratégie européenne en matière de sécurité, l'Union européenne ne saurait rester sans réagir face à ces dangers. La prolifération des ADM et des

missiles met en péril la sécurité de nos États, de nos populations et de nos intérêts partout dans le monde. Relever ce défi doit constituer un élément central de l'action extérieure de l'UE, qui doit agir avec détermination, en utilisant l'ensemble des instruments et politiques dont elle dispose. Notre objectif est de prévenir, de décourager, d'arrêter et, si possible, de supprimer les programmes de prolifération qui sont source de préoccupation au niveau mondial (Lutwack)

- Les armes non conventionnelles ont aussi un effet psychologique important par l'aspect de vulnérabilité de l'individu. Leur imprévisibilité est aussi présente dans une moindre mesure sur le champ de bataille où on peut être tué sans connaître le danger par des mines ou des tireurs embusqués. Les « bombes sales » quant à elles ne sont guère plus dangereuses qu'une bombe classique mais l'association de « terrorisme », « radioactivité » et « bombe » aurait des effets de panique important dans les sociétés occidentales.

- L'usage massif de bombes incendiaires (au phosphore ou au napalm par exemple) a un usage militaire similaire, mais un impact psychologique plus limité.

- Il est quasi-impossible d'utiliser des armes chimiques pour une « destruction massive » sur un territoire, car ses effets sont relativement limités dans l'espace et dans le temps, et moins prévisibles que dans le cas des armes conventionnelles.

- Les armes de destruction massive se sont révélées au cours du xx^e siècle nettement moins meurtrières que les armes conventionnelles, statistiquement responsables de l'immense majorité des morts dans tous les conflits. Leur puissance relative (c'est-à-dire que si armes conventionnelles et non-conventionnelles étaient utilisées en même quantité) penche néanmoins de loin du côté des armes de destruction massive.

- Selon Washington, des « États voyous » ou des groupes terroristes peuvent se doter d'armes chimiques ou bactériologiques et menacer l'Occident. Pourtant, les États-Unis se montrent plus que réticents à toute forme de contrôle multilatéral - notamment parce qu'ils devraient eux-mêmes s'y soumettre - et privilégient les « frappes préventives » et les mesures unilatérales.

-

- **N°4. Armes sismiques** : Pour commencer, l'arme sismique est réelle ! Il s'agit d'une grosse bombe conventionnelle destinée à exploser dans le sol pour y provoquer une onde de choc bien plus

efficace sur les structures lourdes (tunnels, ponts, barrages, bâtiments enterrés...) que l'onde de choc dans l'air provoquée par une explosion en surface. D'un point de vue technique, c'est une bombe à charge pénétrante.

- **N°3. Armes chimiques** : C'est une arme utilisant des produits chimiques, toxiques pour les êtres humains. L'arme peut être létale ou simplement neutralisante, et peut se révéler toxique pour la faune et la flore. Exemple d'utilisation : le 16 mars 1988, l'armée irakienne a bombardé à l'arme chimique la ville kurde d'Halabja, il y eut plus de cinq mille morts et environ sept mille blessés et handicapés à vie.

- **N°2. Armes biologiques** : C'est une arme utilisant des germes pathogènes destinés à affaiblir les armées ou les populations ennemies par la propagation de maladies pouvant être mortelles ou simplement incapacitantes. Leur potentiel de nuisance est tel qu'elles ont été classées dans les armes de destruction massive. Les armes biologiques comprennent les **armes bactériologiques** et les **armes virologiques**. Accidents bactériologiques : l'usine de production d'armes bactériologiques de Sverdlovsk (actuellement Ekaterinbourg) qui laisse échapper de l'anthrax le 30 mars 1979 ; l'épidémie fait entre 66 et 600 morts selon les sources.

LES GRANDS POINTS DE VIOLENCE POTENTIELLE

Terrorisme et indépendance

La non-prolifération, le désarmement et la maîtrise des armements peuvent apporter une contribution capitale à la lutte contre le terrorisme à l'échelle mondiale en réduisant le risque que des acteurs non gouvernementaux parviennent à se procurer des armes de destruction massive, des matières radioactives et des vecteurs. La prolifération est le fait d'un petit nombre de pays et d'acteurs non gouvernementaux, mais elle constitue une menace réelle, en raison de la diffusion des technologies et des informations et, également, de l'entraide qui peut exister entre les pays impliqués dans la prolifération.

Au moment où la Grande-Bretagne et la France ont émis le projet de fournir des armes à la rébellion syrienne, les USA eux le font de manière souterraine. Washington a toutefois pris la décision d'entraîner les rebelles "sous la manteau".

C'est une question sensible comme vous le savez, mais, oui, l'armée

La prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, tels que les missiles balistiques, constitue une menace croissante pour la paix et la sécurité au niveau international. Si les régimes prévus par les traités internationaux et les mécanismes de contrôle des exportations ont ralenti la prolifération des ADM et de leurs vecteurs, un certain nombre d'États ont cherché ou cherchent à développer de telles armes. Le risque de voir des terroristes acquérir des matériels chimiques, biologiques, radiologiques ou fissiles et leurs vecteurs ajoute une nouvelle dimension critique à cette menace.

Quid des stratégies de construction de l'Etat aux Emirats arabes unis

Cette étude analyse la place et le rôle des forces armées dans les stratégies de construction de l'Etat aux Emirats arabes unis. Aux confins de la sociologie militaire, de la politique comparée et des relations internationales, elle a pour objectif de poser les bases d'une réflexion renouvelée sur l'interaction continue entre les processus de transformations politiques et le développement des forces armées, à la fois comme acteur institutionnel et comme outil d'affirmation dans le jeu régional.

L'aspect novateur de ce travail est de montrer que le développement des forces armées a profondément modifié les mécanismes et les équilibres du pouvoir aux Emirats arabes unis, en favorisant la mise en place d'une structure post-rentière autour de laquelle s'est construite le pouvoir du prince héritier d'Abu Dhabi, véritable homme fort de cet Etat pétrolier, important partenaire de la France.

L'étude s'articule en trois temps. Elle met tout d'abord en évidence le rôle clé de l'institution militaire dans le développement économique de l'émirat d'Abu Dhabi, soulignant de quelle façon cette situation – inédite dans les monarchies du Golfe - a favorisé l'établissement de nouvelles voies d'accès au pouvoir et modifié en profondeur les équilibres familiaux et tribaux au sein de l'émirat. L'auteur souligne ensuite que la construction d'une armée nationale a été au centre des efforts des dirigeants de la capitale – Abu Dhabi – visant à centraliser l'Etat fédéral des Emirats arabes unis. Fruit d'un pari sur les ressorts de

la puissance, la pression exercée a progressivement contraint l'autre émirat pivot de la fédération – Dubaï – à entrer dans la stratégie politique, régionale et internationale d'Abu Dhabi. Enfin, cette étude souligne les conséquences de ces transformations sur le positionnement des Emirats arabes unis au niveau régional. Le changement s'observe tout d'abord par un durcissement progressif des positions de l'État émirati sur certains dossiers litigieux avec ses voisins. Il s'observe ensuite à travers une volonté nouvelle des Emirats de s'insérer dans le jeu des alliances régionales, affichant une politique extérieure beaucoup plus active et plus affirmée, notamment sur le plan militaire.

Ce travail se conclut par l'examen des défis considérables auxquels ces changements confrontent paradoxalement les Emirats, du fait de leur faible population, de la nécessité de contrôler des résidents étrangers beaucoup plus nombreux que les citoyens, et des bouleversement géopolitiques qui ont lieu tant sur la ligne de faille du Golfe – entre sunnites et chiites comme entre Arabes et persans – que dans un monde arabe en proie à des mutations révolutionnaires qui remettent en question le mode de pouvoir des monarchies du Golfe.

Au final, cette étude permet de poser un regard nouveau sur les dynamiques politique, sociale et économique à l'oeuvre aux Emirats Arabes Unis et constitue un apport important à l'analyse du pouvoir au sein d'un régime dans lequel la force militaire constitue à la fois un élément d'une stratégie de défense et un formidable outil de promotion personnelle pour les membres de la famille régnante qui en ont pris le contrôle.

La non-létalité, objectif ultime

Dans la mesure où le concept de non-létalité postule pour finalité fonctionnelle d'un armement spécifique l'évitement de la mort et/ou la sauvegarde de la vie, il est manifestement « biopolitique ». Le concept d'arme non létale s'inscrit dans ce recouvrement historique d'un thanato-pouvoir centralisé et restreint (société disciplinaire) par un biopouvoir massif et diffus (société de contrôle). Partant de ce point de vue, cette analyse a pour objectif de décrypter le processus de légitimation dont le concept de non-létalité a fait l'objet dans le

discours politico-militaire américain et son inscription dans la théorie stratégique occidentale. Mettre en relief le rôle joué par l'imaginaire stratégique et la « fiction technologique » – c'est-à-dire la science « prospective » –, dans la genèse technique d'un armement, est capital pour saisir l'émergence d'une doctrine militaire. Il s'agit ici de comprendre comment une projection discursive – la théorie de la non-létalité – incluse dans une mythologie stratégique – la « Transformation » – a opéré et continue d'opérer dans la conception et la production d'un système d'armes ; comment donc la formation du discours stratégique influence, informe et instruit l'évolution des pratiques de la recherche techno-scientifique et ses fins.

Il existe cependant à l'époque une nette séparation conceptuelle entre développement civil et militaire du concept. Les études émanant du monde civil mirent davantage l'accent sur le potentiel d'extension du contrôle social qu'offrait le non-létal et eurent tendance à explorer ses aspects antipersonnel – thématique du « contrôle des foules » qui imprégnera alors par contrecoup et en profondeur la doctrine de maintien de la paix des armées occidentales 11 – alors que les organismes militaires perçurent et évoquèrent en premier lieu le concept en termes de gains stratégique et capacitaire, portant plus naturellement l'accent sur les armes antimatériel. Les références au potentiel militaire de la non-létalité restent cependant relativement marginales. A cet égard, l'étude de Joseph Coates publiée en 1970 par l'Institute for Defense Analyses constitue une exception notable : elle élargit considérablement la portée du concept et défend son emploi dans le cadre des guerres limitées et des conflits de basse intensité. Coates fait preuve d'une acuité prospective certaine en discernant une des évolutions majeures du contexte conflictuel mondial : « Combattants et civils seront de plus en plus entremêlés et la dilution de cette distinction ira croissante dans la plupart des conflits à venir. Ce sera particulièrement le cas du combat en zone urbanisée ».

Bibliographie

Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement, *Cahiers de l'Espace Europe*, n°5, Grenoble, mars 1994.

Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., & Corvaisier-Drouart, B. (2009). *Les organisations non gouvernementales, L'homme au coeur d'une mondialisation solidaire*, L'Harmattan, Paris.

Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J. (2010), L'intelligence économique, un facteur de sécurité internationale, *Economie politique de la Sécurité Internationale* (Ed. Fontanel), L'Harmattan, Paris.

Brück, T. (2004), *Économie de la sécurité: arbitrages économiques*, In OCDE, *L'économie de la sécurité*, OCDE, Paris. P.115.

Brunat E., Fontanel J. (2014), *La stratégie internationale et la réforme militaire de la Russie*, Texte présenté au 6e Festival de Géopolitique, Ecole de Management de Grenoble, le 5 avril 2014

Chatterji, M. Fontanel, J. (2008), *War, Peace and Security*, Emerald. Emerald, Bingley.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2000), Disarmament in the Next Millenium, *Defence and Peace Economics*, 11(1).

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale (avec Fanny Coulomb) in « *La question politique en économie internationale* », La Découverte, Paris.

Coulomb F, Fontanel J. (2006), Guerre économique: Les Etats en première ligne», *Défense et Sécurité Internationale (DSI)*, n°13, Mars 2006.

Coulomb, F. Fontanel, J., Hébert, J.-P., & Samson, I. (2008). The birth of the political economy or the economy at the heart of politics: Mercantilism. *Defence and Peace Economics*, 9(5).

Coulomb, F., Fontanel, J. (2011), War and Capitalism, in *The Marketing of War in the Age of the Neo-Militarism*, (Gouliamos & Kassimeris, Ed.), Routledge Advances in Sociology, New York, London, 2011.

Coulomb, F., Bensahel, L., Fontanel, J. (2011), Economists' controversies about the causality between war and economic cycles, *Frontiers of peace economics and peace science*, Chatterji, Chen Bo & Misra, Eds).Emerald, Bingley.

Courlet, C., Fontanel, J. (2003), Les conséquences sociétales de la globalisation, in « *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes*, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

Coates J. (1970) *Nonlethal and Nondestructive Combat in Cities Overseas*, Washington DC, Institute for Defense Analyses, Science & Technology Division.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2009), War, peace and economists, *Economics of Peace and Security Encyclopedia of life support system*, UNESCO, Paris.

Fisher, D. (1993), *Nonmilitary aspects of security. A systems approach*, United Nation Institute for Disarmament research UNIDIR, Geneva.

Fontanel, J. (2001), Le coût du terrorisme, in « *Armement au XXIe siècle* », Documentation Française, De Penanros, R. (Ed.). Université de Brest, Brest.

Fontanel, J. (2002), Le prix du terrorisme, *Arès, Défense et Sécurité*.

Fontanel, J. (2005), *La globalisation en « analyse »*. Géoéconomie et stratégie des acteurs. L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2007), *Questions d'éthique : Guerre, démocratie, économie, éducation, marketing, sport, genre*, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Henriques, P. (2007), *A Glolalizaçao em « anàlise » : geoeconomia e estrategia dos actores*, Piageto Instituto., Lisboa.

Fontanel, J., Chatterji, M. (2008), *War, Peace and Security*, Emerald Group Publishing, Bingley.

Fontanel, J.. (2010), Le concept élargi de la sécurité économique, in Jacques Fontanel, ed., *Economie politique de la sécurité internationale* (Paris, La Librairie des Humanités, L'Harmattan, 2010

Fontanel, J. (2012) Les coûts financiers et humains de la guerre en Irak et en Afghanistan, un bilan. *Questions Internationales*. Paris

Fontanel, J. (2014), For a general concept of economic and human security, *The evolving boundaries of defence: an assessment of recent shifts in defence activities*, Emerald, Bingley.

Guilhaudis, J-F. (2011), *Relations internationales contemporaines*, Litec, Paris.

Guilhaudis, J-F., Fontanel, J. (2003), *Africa facing the War in Iraq ? A decisive voice*, African Geopolitics. (11).

Hartley, K. (2013), Economics and the End of Conflict ? in *Liber Amicorum, hommage en l'honneur du Professeur Jacques Fontanel*, L'Harmattan, Paris.

Kauffmann, M. (2006). *Gouvernance économique mondiale et conflits armés. Banque mondiale, FMI et GATT-OMC*. L'Harmattan, Paris

Luttwak, E. (1990) From geopolitics to Geo-economics. Logic of Conflict, Grammar of Commerce, *The National Interest*, 20, Summer.

Luttwak, E. (1995), *Le rêve américain en danger*, Odile Jacob, Paris.

Richard, T. (2010), Démocratie, économie de marché et paix, in *Economie politique de la sécurité internationale* (Fontanel, J. Ed.), L'Harmattan, Paris.

Sandler, T. (2003), Collective Action and Transnational Terrorism», *The World Economy*, 26(6), pp.779-802.

Sen, A. (2002), Identité et conflit. Existe-t-il un choc de civilisations ?, in Jacques Fontanel (direction), *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes*. Collection Débats, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Sheehan, N. (2013) La réforme ou « reconstruction » du secteur de la sécurité : outil fondamental pour la consolidation de la paix dans les pays post-conflits, in *Liber Amicorum, hommage en l'honneur du Professeur Jacques Fontanel*, L'Harmattan, Paris.

Smith, R, Fontanel, J. (2008), International security, defence economics and the powers of Nations, in *War, peace and security*, (Fontanel & Chatterji, Eds)., Emerald Publ. London.

Stiglitz, J., Bilmes, L.J. (2008), *The Three trillion dollars, The true cost of the Iraq conflict*, W.W. Norton, New York.